

J'ACCUSE

JOURNAL DU COMITÉ POUR UN SECOURS ROUGE CANADIEN



Vol.1 No 2
19 janvier 2005

EDUARDO PLAGARO TOUJOURS EN PRISON

Les deux réfugiés basques Gorka Salazar et Eduardo Plagaro, on se le rappellera, avaient vu la cour d'appel confirmer la décision du ministère de l'immigration du Canada de les extraditer vers l'Espagne. Dans ce pays, ils y risquent la torture étant assimilés à des terroristes de l'ETA même si un jugement de la justice espagnole invalide cette thèse. Après le jugement de la cour d'appel, Gorka et Eduardo étaient retournés en prison. Ils avaient l'idée d'aller en Cour suprême pour contester l'expulsion. Entre temps, ils espéraient être mis en libération conditionnelle en attente de l'autorisation d'aller en Cour suprême, préalable nécessaire pour faire appel à cette Cour. Des membres du Comité d'appui aux prisonniers politiques basques nous ont dit que la décision quant à l'autorisation d'aller en Cour suprême pourrait se faire au mois de mars.

Le 15 décembre dernier, maître Pierre Poupart, l'avocat de Gorka et Eduardo, en a appelé de la décision d'incarcérer les deux basques à la prison Rivière-des-Prairies. Comme arguments, il invoquait le fait qu'ils étaient déjà en libération conditionnelle, avaient respecté les lois canadiennes pendant cette période acceptant même de retourner en prison le 11 décembre dernier suite au jugement de la Cour d'appel et étaient cautionnés par des personnalités publiques comme des députés et des

acteurs dont Luc Picard. De plus, dans le cas de Gorka, le ministère de l'immigration n'avait pas fait la preuve qu'il permettrait à Gorka de continuer ses séances de réhabilitation dans un institut de santé suite à son accident et à son coma prolongé à l'été 2004. Finalement, le juge a accepté la libération de Gorka pour des raisons de santé. Malgré cela, Maître Poupart tente toujours la libération conditionnelle d'Eduardo.

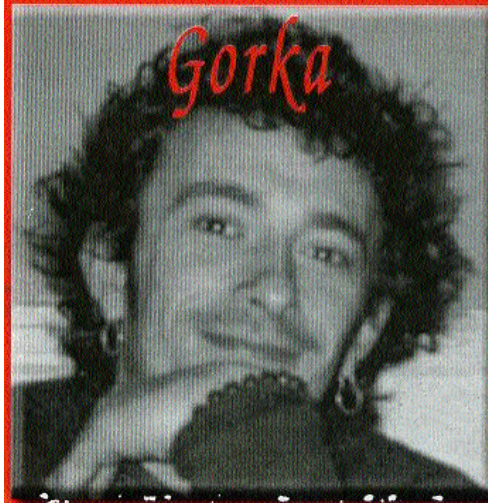
Le Comité d'appui aux prisonniers politiques basques est sur un pied de guerre et attend impatiemment la décision de la Cour Suprême à savoir si elle autorisera ou non le

recours. En effet si la décision était négative, Gorka et Eduardo seront déportés, puisqu'il n'y aurait plus de recours possible. C'est donc dire que les mois prochains sont déterminants pour le sort des deux Basques. On sait que la police espagnole a déjà torturé Gorka et Eduardo pour obtenir des aveux.

D'ici lors, le comité d'appui aux prisonniers politiques basques nous encourage à construire la solidarité avec Gorka et Eduardo.

On peut s'informer auprès de
Véronique Gauthier : 514-528-2656 ou
Marc-André Cyr : 514-525-6436

Non à l'extradition Liberté pour



Les syndiqués de la SAQ victimes de brutalité et d'intimidation

Des grévistes de la SAQ se sont fait piégés par la police. Le 22 décembre dernier, à la succursale située au 7550 Sherbrooke Est à Montréal, la sécurité a "brassé" des clients qu'ils ont pris pour des grévistes qui tentaient de s'infiltrer dans le magasin. Constatant leur erreur, ils ont donné des bouteilles de vin en guise de dédommagement aux clients et appelé la police pour accuser les grévistes de s'être livrés à des voies de faits. Sans qu'aucune enquête ne soit faite et sans même vérifier les bandes vidéos des caméras de surveillance qui avaient pourtant croqué la scène sur le vif, les policiers ont procédé à l'arrestation d'un gréviste et ont dispersé le piquet de grève en menaçant les travailleurs d'arrestation. Le lendemain, les accusations étaient abandonnées, mais la sécurité avait réussi à se débarrasser d'un piquet de grève des plus légal et à intimider les grévistes avec la collaboration très empressée de la police.

Dès le lendemain, le 23 décembre, le

même manège a recommencé. Un gréviste qui tentait de cacher la vue à un huissier qui filmait le piquet s'est vu littéralement traîné par deux "goons" de la sécurité à l'intérieur de la succursale pour y être tabassé sous les yeux des autres travailleurs. Ceux-ci ont tenté de libérer leur camarade et après que la vitrine ait été brisée, la police est intervenue. Plus de 15 autos et cars de police pour finalement...arrêter un gréviste et disperser une autre fois le piquet. Les travailleurs ont alors insisté malgré les menaces de la police, afin d'appeler une ambulance pour leur cama-

rade molesté et ont obtenu de rester sur les lieux jusqu'au moment où ils ont pu être rassurés sur son état de santé. Les grévistes ont du ensuite abandonner leur piquet et aucun policier n'a voulu prendre leur plainte contre les agents de sécurité impliqués dans l'attaque de leur camarade.

Nous devons dénoncer cette collusion dégoûtante (mais pas vraiment surprenante) de la police avec la direction

Dénonçons ces attaques
contre les travailleurs!
Solidarité avec
les grévistes!
Soyons présents
en grand nombre pour
supporter nos camarades!

pourrie de la SAQ et appuyer les grévistes. Ceux-ci appellent les personnes disponibles à se rendre sur le piquet afin de pouvoir témoigner des agissements de la sécurité et de la police.

Refus d'annuler le certificat de sécurité d'Adil Charkaoui

Le juge Simon Noël de la Cour de Justice fédérale a refusé d'annuler le certificat de sécurité d'Adil Charkaoui mardi le 18 janvier. Ceci signifie que Charkaoui demeure toujours sous détention. C'est depuis mai 2003 qu'il est incarcéré. Le certificat de sécurité a été émis sous le prétexte que Charkaoui aurait des liens avec Al Qaeda. Le prisonnier affirme plutôt que c'est son refus de donner des informations au SCRS - faire de la délation - qui aurait provoqué son incarcération.



Les avocats de la défense affirment que le gouvernement aurait détruit des documents prouvant l'innocence de Charkaoui. Le juge a rejeté cet argument. Si cette destruction de document est vraie, c'est un déni de droit majeur dont est victime Charkaoui. Le gouvernement comme preuve cite des articles de journaux marocains ainsi que des témoignages de prisonniers assimilés à Al Qaeda, ce qui n'est pas fort.

Il est toujours possible de faire appel de la décision du Juge Noël. Nous suivrons les développements...

Mohamed Cherfi risque toujours la déportation

Le 20 octobre 2004, le ministère de l'immigration indiquait par lettre aux représentants de Mohamed que la demande de parrainage collectif de celui-ci serait traitée rapidement. En décembre, Mohamed Cherfi était convoqué à l'entrevue prévue dans le cadre de cette demande de parrainage. Toute la solidarité, les moindres petits gestes en faveur du retour de Mohamed ont porté leurs fruits, mais il semble qu'il faille encore plus de pression puisqu'il n'y a toujours pas la

garantie que Mohamed sera ramené en sécurité.



Mohamed Cherfi court de graves dangers et les délais se comptent maintenant en semaines, en jours. Les autorités américaines pourront le déporter en Algérie dès qu'ils auront rendu par écrit une décision à la suite de sa

requête en appel (suite au refus de sa demande d'asile là-bas), ce qui risque d'advenir en février 2005.

Pour plus d'infos aller sur le site <http://www.mohamedcherfi.org>

Supportons vraiment les victimes du tsunami

Le 26 décembre dernier, un énorme tsunami a fait plus de 150 000 victimes. Dans l'espace plusieurs satellites gravitent et aucun n'a détecté le séisme sous la mer à l'origine de l'énorme raz-de-marée qui a touché principalement l'Indonésie, le Sri Lanka, la Thaïlande et l'Inde. Ces satellites servent à défendre les puissances impérialistes en cas de guerre ou transmettent des signaux de compagnies de communications ou de télédiffusions pour des grandes compagnies monopolistes. Il existe aussi des bouées en mesure de repérer les séismes sous la mer. Elles coûtent 250 000 \$US ce qui est moins que le prix d'un bombardier. Protéger la vie humaine c'est quand même trop cher pour les impérialistes alors que la détruire ou ne pas la protéger, ça ne coûte pas si cher.

Après cela, les puissances impérialistes et leurs ONG rivalisent pour donner de

l'aide dans les pays dévastés. C'est le gros marathon à savoir qui fera la plus grosse promesse. À vrai dire, ces escrocs savent qu'il faudra reconstruire dans ces pays et que ça pourrait rapporter beaucoup d'argent.

Au lieu d'encourager des crapules impérialistes et leurs laquais des ONG, il vaudrait peut-être mieux encourager des groupes locaux qui ne sont pas à la solde du capitalisme mondial. On peut envoyer des chèques, des mandats postaux ou bancaires (libellez vos chèques à l'ordre de:PARAMESWARAN) ou de l'argent à l'adresse suivante:

PARAMESWARAN
(a/c no4667 BANK OF INDIA, NAYARAMBALAM BRANCH) NAYARAMBALAM,
VYPEEN ISLANDS, KOCHI,
KERALAM, INDIA. On peut aussi contacter :
Shyna, XV11/183, Kochi 22, Keralam, India.
Téléphone: 91484-2577114

5 FÉVRIER

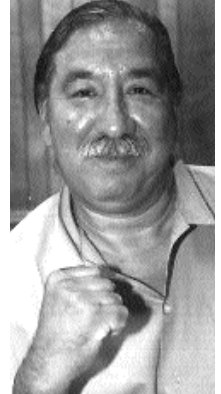
Journée internationale
pour la libération de

Leonard Peltier

Depuis plus de 27 ans Leonard Peltier croupit en prison. C'était un des dirigeantEs de l'American Indian Movement. Cette organisation a dirigé des grandes luttes du mouvement amérindien américain.

Elle a été impliqué dans la bataille entre les indiens Lakota qui reprochaient à leur chef de bande et ses goons de vouloir détruire un cimetière indien pour permettre à des impérialistes américains d'y exploiter une mine d'uranium. Si ce projet minier avait abouti, la santé de la population locale s'en serait ressenti. Pour plus d'infos, voir

<http://www.freepeltier.org/>



Des maoïstes victimes des autorités chinoises

Les temps ont définitivement changé en Chine. Virage capitaliste oblige, le régime réprime les éléments révolutionnaires et authentiquement maoïstes. Le 24 décembre dernier, deux maoïstes de la ville de Zhenzhou ont été condamnés à trois ans de prison. Ils avaient diffusé un tracte qui défendait l'héritage de Mao et condamnait la clique capitaliste qui a usurpé la direction du Parti communiste et de l'État en Chine depuis la mort de Mao.

Officiellement, la Chine reconnaît l'apport de Mao en ce qui concerne la lutte de libération nationale contre le Japon et la fondation de la république populaire de Chine en 1949. Par contre, la révolution culturelle et la lutte pour la construction du socialisme sont considérées comme des

erreurs et le développement capitaliste comme une voie inévitable. Ce développement sauvage se fait en approfondissant de façon dramatique les écarts entre les classes sociales et au prix de la destruction des acquis de la révolution chinoise.

Comme dans tout bon pays capitaliste qui se respecte, la classe dirigeante y réprime impitoyablement toute dissidence, et surtout quelque mouvement que se soit susceptible de remettre en question son pouvoir et ses privilèges. Après la mort de Mao, ce sont des milliers de ses partisanEs qui ont été arrêtéEs, assassinéEs ou sont disparuEs, y compris ses plus proches alliéEs au sein du Parti communiste.

On dénonce régulièrement les quelques cas de répression qui se produisent en Chine contre les

"dissidents" favorables à un capitalisme à l'Occidental, qui laisserait une plus grande place aux droits et libertés tels qu'on les conçoit dans le cadre du droit bourgeois. Mais on entend parler beaucoup moins souvent de la résistance des pauvres et des dépossédéEs, qui n'en luttent pourtant pas moins contre le régime actuel, mais qui, plutôt que de souhaiter un capitalisme plus "civilisé" contestent la corruption et l'incroyable enrichissement de la clique dirigeante. Des centaines de révoltes paysannes éclatent ainsi à chaque année d'un bout à l'autre de la Chine; tandis que se produisent régulièrement des grèves et des arrêts de travail "sauvages" qui échappent totalement au contrôle des syndicats officiels dominés par le régime. Il convient plus que jamais de ne pas confondre les maoïstes avec la clique capitaliste qui dirige la Chine comme un camp de concentration.

CONSTRUISONS LE COMITÉ POUR UN SECOURS ROUGE CANADIEN

En ce moment, des milliers de militantes et de militants croupissent dans les prisons de l'impérialisme et sont victimes des pires traitements et ce, partout sur la planète. Ici au Canada, des militants de toutes tendances sont victimes des lois dites "antiterroristes", de brutalités policières ou d'intimidation lors de manifestations de masse.

Face à cette montée de la répression, des camarades européens, s'inspirant de l'expérience du Secours rouge internationale (SRI) créé par la troisième Internationale durant la période de lutte contre le fascisme, ont pris l'initiative de recréer cet instrument de lutte contre la répression.

Nous appuyons cette initiative et nous lançons un appel à tous les anticapitalistes, anti-impérialistes et antifascistes, à se joindre à nous pour créer une section canadienne du Secours rouge international.

Nous, du comité pour la création d'un Secours rouge canadien, voulons apporter un soutien matériel, moral, mais surtout politique, aux prisonniers et prisonnières politiques au Canada et de partout sur la planète. Nous ne pouvons rester muets quand les meilleurs des nôtres sont persécutés par les capitalistes.

Nous, nous disons que les terroristes se sont les bourgeois. Les bandits, ce sont les impérialistes. Nos camarades, ici au Canada et de partout sur la planète, qui luttent contre le capitalisme, contre l'impérialisme et contre le fascisme et qui sont victimes de la répression sont le patrimoine le plus précieux de la classe ouvrière. Nous ne jugeons pas leurs actes sur la base des règles de droit et de morale des exploités, mais sur la base de la légitimité révolutionnaire de leur action.

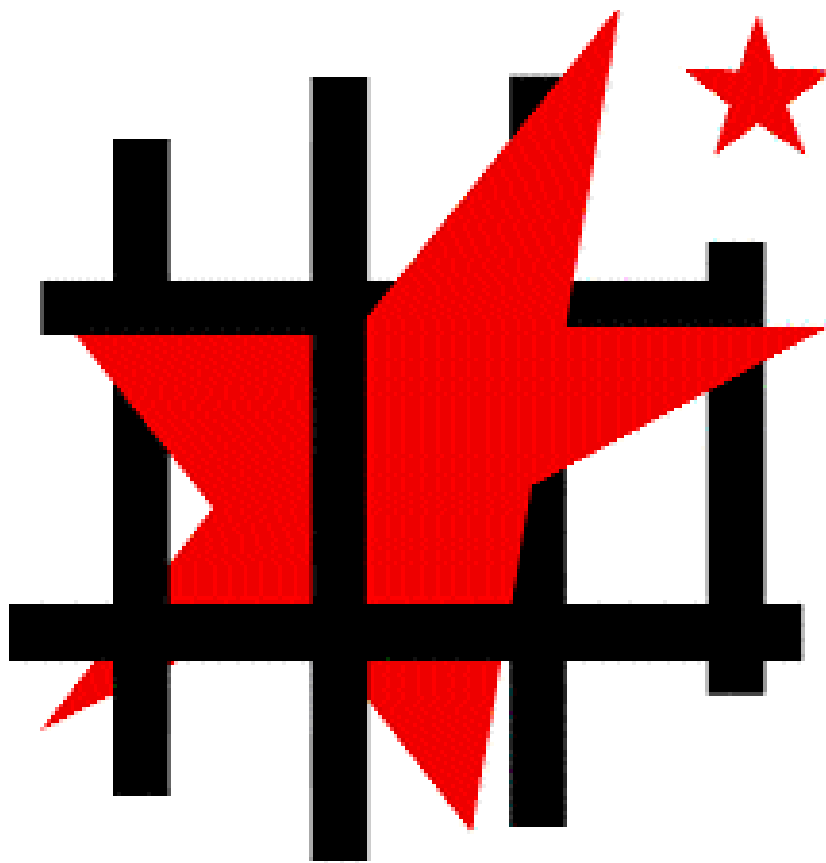
Le Comité se réunit régulièrement et invite toutes les personnes intéressées à en savoir plus, à assister à nos rencontres

publiques ou à nous faire parvenir des commentaires à communiquer avec nous à l'adresse internet suivante :
email:Secoursrouge@yahoo.fr

et à visiter notre site Web:
<http://www.geocities.com/secoursrougecanada>

Vous pouvez également vous abonner à notre liste de discussion :
<http://fr.goups.yahoo.com/group/secoursrougecanada/>

Le comité pour un Secours rouge canadien



SECOURS ROUGE
CANADIEN